

Arrêté n°DCPPAT 2020-0187 du 29 JUL. 2020

**OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement
Société AGRIAL au LUDE
Mise en demeure**

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur ;
Chevalier de l'ordre national du Mérite ;

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 10 novembre 1988 à la Coopérative Agricole Départementale de la Sarthe (C.A.D.S.) pour l'exploitation d'un silo à céréales sur le territoire de la commune du Lude – Zone industrielle de Tivoli, encadrant l'exploitation d'installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2160 de la nomenclature des installations classées ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant en date du 21 octobre 2009 délivré à la société AGRIAL ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° DIRCOL 2016-0242 du 8 juillet 2016 relatif à la clôture de l'étude de dangers ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DIRCOL 2016-0156 du 21 septembre 2016 modifiant l'arrêté préfectoral complémentaire n° DIRCOL 2016-0242 du 8 juillet 2016 relatif à la clôture de l'étude de dangers et notamment son article 8 disposant que les procédures d'exploitation portent sur l'ensemble des installations, sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées, son article 20 prévoyant que les séchoirs sont équipés de colonnes sèches en partie haute et de robinets d'incendie armés et son article 22 précisant qu'à défaut d'un dispositif d'extinction automatique, une colonne sèche doit amener l'eau sous pression jusqu'en partie haute du séchoir ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DIRCOL 2016-0529 du 19 octobre 2016 modifiant l'arrêté préfectoral modificatif du 21 septembre 2016 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 1^{er} juillet 2020 transmis à l'exploitant par courrier en date du 2 juillet 2020 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite du 22 juin 2020, l'inspectrice de l'environnement, spécialité installations classées, a constaté les faits suivants :

- absence de colonne sèche ou de dispositif d'extinction automatique dans tous les séchoirs (malgré un rappel déjà effectué lors de la visite du 19 juillet 2017) ;

- absence de procédures d'exploitation formalisées visant les silos du site ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 8, 20 et 22 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral modificatif du 21 septembre 2016 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AGRIAL de respecter les dispositions de l'arrêté susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant par courrier en date du 2 juillet 2020 et que celui-ci y a répondu par courrier en date du 15 juillet 2020 ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La société AGRIAL exploitant une installation de stockage de céréales sise ZI de Tivoli, sur la commune du LUDE, est mise en demeure de respecter :

- les dispositions des articles 20 et 22 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral modificatif du 21 septembre 2016 susvisé en procédant aux travaux de mise en place de moyens de lutte contre l'incendie dans les séchoirs **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté ;
- les dispositions de l'article 8 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral modificatif du 21 septembre 2016 susvisé en procédant à la formalisation des procédures d'exploitation pour l'ensemble des installations **dans un délai de 1 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1, dans les délais fixés à l'article 1 du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris, à l'encontre des exploitants les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 : Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application téléréfugi citoyens accessible à partir du site www.telerefugi.fr

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément à l'article R171-1 du code de l'environnement, cette décision sera publiée sur le site internet des services de l'Etat dans le département (www.sarthe.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, le sous-préfet de l'arrondissement de LA FLÈCHE, la maire du LUDE, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire et l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,


Thierry BARON

